

SPÉCIALISATION

DROIT DU CRÉDIT ET DE LA CONSOMMATION

UNE MENTION DE SPÉCIALISATION
EN USAGE DANS LA PROFESSION

**POUR TOUS LES AVOCATS
ACCOMPAGNANT
LES CONSOMMATEURS,
LES ÉTABLISSEMENTS
DE CRÉDIT ET
LES PROFESSIONNELS
DANS LES OPÉRATIONS DE
FINANCEMENT, DE CRÉDIT
ET LES LITIGES ASSOCIÉS.**

Ce certificat valorise l'expertise de l'avocat dans le conseil et la représentation en matière de crédit et de consommation. Il atteste de sa capacité à accompagner les consommateurs, les établissements financiers et professionnels, tant en conseil qu'en contentieux.




L'avocat spécialiste intervient sur les crédits à la consommation, le surendettement, les litiges bancaires, les clauses abusives et les pratiques commerciales, sécurisant les opérations et en prévenant les risques.



QUI PEUT SE SPÉCIALISER ?

Tout avocat justifiant d'une pratique professionnelle continue d'au moins **4 années** au moment de la demande.

POURQUOI ACQUÉRIR UNE SPÉCIALISATION DROIT DU CRÉDIT ET DE LA CONSOMMATION ?

-  Pour dynamiser votre exercice professionnel devenez spécialiste en droit du crédit et de la consommation, **une des 28 mentions de spécialisation fixées par arrêté du garde des Sceaux.**
-  Pour valoriser l'image de votre cabinet et améliorer la lisibilité de vos compétences par le public. La spécialisation représente **un gage de qualité, de crédibilité, de valorisation des prestations et de sécurité pour la clientèle.**
-  Pour garantir le développement de votre cabinet et de votre activité. La reconnaissance d'une compétence spécifique est **une réelle valeur ajoutée dans un environnement de plus en plus concurrentiel.**



AVANTAGES PRATIQUES



Toute mention de spécialisation peut être **utilisée sur l'ensemble de vos supports de communication** : papeterie, publicité, site Internet, etc...



Indexation claire au sein de l'Annuaire des avocats de France, consultable en ligne par le grand public et mis à jour régulièrement par le Conseil national des barreaux.



Vous pouvez également solliciter **une qualification spécifique** comme le « Droit du crédit et de la distribution » ou de la « Réparation du dommage collectif » qui vous permet de préciser un champ juridique d'intervention privilégié au sein de la mention de spécialisation. **Cette demande doit nécessairement être présentée lors du dépôt de la candidature.**

QUEL COÛT ?

Les droits d'inscription de **800 €** doivent être acquittés au moment du dépôt du dossier.

ENTRETIEN DE VALIDATION DE LA MENTION

L'entretien dure 40 minutes et se tient devant un jury composé de deux avocats spécialistes, un universitaire et un magistrat. Le jury procède à l'entretien du candidat sur la base de son dossier et vérifie, par une mise en situation professionnelle, que les compétences de l'avocat sont acquises dans le domaine de spécialisation revendiqué.

ATTENTION le dépôt des dossiers doit être réalisé en ligne **plus de 2 mois avant la session considérée !**

BESOIN D'AIDE ?

Contactez le service spécialisation du CNB pour tout besoin de précision :

specialisation@cnb.avocat.fr
+ 33 (0)1 53 30 24 79

